

# L'ÉCO

## de la semaine

10 au 16 Février 2024

CCI FRANCE MADAGASCAR | 20 ANS

*Sponsors Officiels*

   

*Sponsors Gold*

    

*Sponsors Silver*

    

  

*Partenaires*

     

# SOMMAIRE

Agriculture : Digitalisation renforcée grâce à l'appui de la FAO .....	2
Transport maritime : Vers la publication du nouveau Code.....	2
Salon mining indaba : Base Resources obtient trois prix sur la RSE .....	2
One district one factory : Une deuxième miellerie à Manjakandriana.....	3
Exploitation d'ilménite : Rio Tinto est moins optimiste pour 2024.....	3
Parité monétaire : Les variations du dollar et de l'euro à suivre .....	4
Industrialisation : Transformation de la chaîne de valeurs Lait à Moramanga .....	4
Conjoncture : Une possibilité de relance économique selon la BFM .....	5
Inflation : le panier de consommation face à une hausse généralisée des prix.....	6
Amoron'i Mania: un soutien crucial pour les exploitants agricoles .....	6
Investissements : Deux géants dans la cimenterie.....	6
Prix de la vanille : Le CIR soutient les efforts de Madagascar .....	7
Développement de la desserte aérienne : Ravinala Airports et la CTM signent une convention .....	7
Entrepreneuriat : Le parcours d'Ylias Akbaraly présenté au Harvard Business School .....	8
Madagascar - Égypte : Mise en œuvre d'un projet de culture de dattes dans le Sud .....	8
Echanges commerciaux : baisse significative des recettes d'exportation .....	9
Ariary : Statu quo au Marché interbancaire de devises .....	9
Secteur du tourisme : Plus de 534 millions d'euros de recettes enregistrées en 2023.....	10
Transport aerien : Plus de un million de passagers transportés à Madagascar en 2023.....	10
Inde - Madagascar : À l'heure d'une coopération approfondie .....	11
Inclusion financière : La Nouvelle institution de microfinance ouvre son capital .....	12
Commerce extérieur : Appui du CIR pour défendre le prix de la vanille .....	12
Madagascar-Banque mondiale : Un nouveau cadre de partenariat multisectoriel .....	13
Taux d'inflation: une baisse de 7 à 7,6% prévue pour 2024.....	13
Échanges commerciaux : La Grande-Bretagne soutient Madagascar .....	14
Mines : Le prix du nickel et du cobalt plonge .....	14
ODOF : Production industrielle de miel à Sambaina Manjakandriana .....	15
Écotourisme bleu durable : Madagascar, leader au niveau de l'Océan Indien.....	15
Démocratisation de l'investissement : Une opportunité d'être actionnaire .....	16

## Agriculture : Digitalisation renforcée grâce à l'appui de la FAO

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 10 FÉVRIER 2024

Dans une démarche visant à renforcer les moyens de subsistance et à améliorer la sécurité alimentaire dans les régions vulnérables de Nosy Varika et d'Ikongo à Madagascar, un partenariat a été établi entre la FAO et le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Environnement (MINAE). Cette collaboration stratégique vise à soutenir 2 300 ménages des zones rurales touchés par les récents cyclones. L'objectif principal de cette initiative est de promouvoir la science, les technologies et l'innovation en tant que moteurs essentiels de la transformation des systèmes agroalimentaires à Madagascar. Dans cette optique, la FAO a remis plusieurs équipements informatiques au MINAE pour concrétiser la mise en œuvre de la stratégie nationale de digitalisation agricole. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre du projet de coopération technique sur l'appui à l'innovation et à la digitalisation des systèmes agroalimentaires.

### Équipements.

Cette collaboration vise également à soutenir un projet axé sur l'appui institutionnel à la transformation inclusive et durable des systèmes alimentaires à Madagascar. En fournissant des équipements informatiques et en facilitant le développement d'un système de suivi et d'évaluation efficace des projets, la FAO s'engage à renforcer les capacités locales et à favoriser une approche participative dans la gestion des ressources et des programmes agricoles. Le projet Mionjo (Soutien aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar), financé par la



Banque mondiale et en collaboration avec le ministère de l'Intérieur ainsi que le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire, bénéficiera également de ces équipements. Ce projet vise à renforcer la résilience des communautés du sud de Madagascar face aux défis climatiques et économiques. Bref, cette initiative conjointe entre la FAO et le MINAE illustre l'engagement continu des organismes internationaux à soutenir le développement agricole et rural à Madagascar. En mettant l'accent sur la digitalisation et l'innovation, ces partenaires contribuent à renforcer la capacité des communautés locales à relever les défis et à saisir les opportunités dans le secteur agricole, garantissant ainsi une sécurité alimentaire durable pour les générations futures.

## Transport maritime : Vers la publication du nouveau Code

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 10 FÉVRIER 2024

Le Code réglementant le transport maritime date du 3 février 2000, il a 24 ans. Raison pour laquelle, les parties prenantes œuvrant dans le secteur ont procédé à la refonte de ce texte réglementaire qui n'est plus conforme à l'évolution du contexte actuel. « On attend ainsi la publication de ce nouveau Code du transport maritime au mois de juin de cette année, après sa soumission aux prochaines réunions des Parlements », a expliqué le directeur général de l'Agence Portuaire, Maritime et Fluviale (APMF), Jean Edmond Randrianantainaina, lors de l'Assemblée générale du Conseil National Tripartite du Travail Maritime (CNTTM), hier. Il s'agit d'une plateforme de concertation entre

l'administration y compris l'Agence Portuaire Maritime et Fluviale et les organisations professionnelles d'employeurs telles que les armateurs de pêche et de transport maritime ainsi que les organisations syndicales et professionnelles des gens de mer. « L'adoption de ce nouveau Code du transport maritime permettra de faciliter la mise en application des 25 Conventions Internationales dans le domaine maritime qui ont été ratifiées par Madagascar, à l'échelle nationale. Ce qui permettra également de combler le vide juridique dans le domaine de la gestion du transport maritime en général», a-t-il fait savoir. À l'issue de cette assemblée générale du CNTTM, les nouveaux membres de bureau ont été élus.

## Salon mining indaba : Base Resources obtient trois prix sur la RSE

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 FÉVRIER 2024

**Base Resources a obtenu des prix sur la gestion de Responsabilité environnementale et sociale. Cela rehausse l'image de Madagascar en matière de pratiques minières.**

Une reconnaissance internationale pour Base Resources, la maison-mère du projet Base Toliara. Elle a décroché trois des neuf trophées en jeu sur la gestion de Responsabilité environnementale et sociale (RSE) ou Responsible Resourcing awards lors du Salon Mining Indaba 2024 en Afrique du sud. Il s'agit du prix de la transparence pour les efforts en matière d'intégrité commerciale, le prix de l'économie pour les programmes communautaires stimulant

la croissance économique et le prix de l'excellence globale en matière des meilleures pratiques pour avoir ouvert la voie dans le secteur minier. « Le fait de recevoir le prix du Travail et de la Transparence prouve que nous faisons les choses correctement et que notre présence est appréciée», déclare Georgina Jones, responsable du développement durable à Base Resources, dans un communiqué. Le salon Mining Indaba de l'Afrique du sud est l'un des événements internationaux de référence pour les professionnels du secteur minier. C'est le lieu de rendez-vous annuel des acteurs du secteur, des décideurs aux compagnies jusqu'aux techniciens et secteurs connexes aux mines. Les trophées

permettent ainsi aux lauréats d'accroître leur crédibilité en matière de bonnes pratiques minières dans leurs projets d'investissement.

### Préservation

« Ces récompenses attribuées par ce jury, reconnaissent le travail innovant de Base Resources en matière d'environnement, associant les populations les plus vulnérables, notamment les femmes, aux efforts de reforestation », souligne Georgina Jones. À travers ces trophées, Base Resources contribue évidemment à rehausser l'image de Madagascar en matière de pratiques minières dans le cadre du projet Base Toliara. « Notre politique environnementale et l'approche Base, nos fils directeurs guidant notre façon d'opérer, nous incitent à nous engager à prévenir la pollution et à minimiser les impacts, tout en protégeant et en conservant la biodiversité et en encourageant un comportement respectueux de l'environnement en interne et dans nos communautés »,



rassure cette compagnie. Le projet Base Toliara est encore suspendu à l'heure actuelle. Mais il possède un permis d'exploitation et un permis environnemental valides qui lui permettra de redémarrer immédiatement, en conformité avec les lois malgaches.

## One district one factory : Une deuxième miellerie à Manjakandriana

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 FÉVRIER 2024

**Une autre usine de miellerie a vu le jour dans le district de Manjakandriana. Cela s'inscrit dans la stratégie gouvernementale «One District, One Factory».**

Samedi dernier, une étape significative du développement agricole de Manjakandriana a été marquée par l'inauguration de la deuxième miellerie à Sambaina, sous l'égide du ministre de l'Industrialisation, et du Commerce, Edgard Razafindravahy.



Cet événement, inscrit dans la stratégie gouvernementale «One District, One Factory» (ODOF), témoigne de l'engagement envers le renforcement de l'agriculture locale. Présentée comme une avancée dans le secteur, cette nouvelle unité promet une capacité de production de

100 kilos de miel par heure. Le ministre a souligné que cette initiative vise à soutenir les apiculteurs et les producteurs tout au long de la chaîne de valeur, garantissant ainsi la fabrication de produits de haute qualité et compétitifs sur le marché. Au-delà de la production de miel, l'unité élargira son offre avec des produits dérivés tels que des bougies et des huiles cosmétiques à base de miel et de cire. La société chargée de la gestion de cette miellerie bénéficie déjà d'une solide expérience dans le domaine apicole, offrant des avantages aux membres des coopératives bénéficiaires.

### En expansion

Une évolution notable de l'initiative ODOF a été soulignée par le ministre Razafindravahy, indiquant que désormais, elle ne se limitera plus uniquement aux districts mais s'étendra également aux communes, renforçant ainsi les bases de l'industrie. En plus des 75 unités de transformation déjà établies dans les districts et les communes, une collaboration avec le gouvernement indien permettra la mise en place de cent unités industrielles additionnelles. Ces initiatives visent à bénéficier directement aux agriculteurs tout en générant des revenus pour l'État grâce aux taxes et impôts associés à ces activités. Les apiculteurs et les acteurs de la filière sont présents dans chacune des 25 communes composant le district de Manjakandriana, faisant de l'apiculture non seulement une activité de subsistance mais également une source de création de valeur ajoutée pour l'ensemble du district.

## Exploitation d'ilménite : Rio Tinto est moins optimiste pour 2024

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 FÉVRIER 2024

L'année 2024 s'annonce chargée pour QIT Madagascar Minerals (QMM) avec plusieurs chantiers à l'horizon. Lors d'une soirée de présentation de vœux vendredi, le directeur exécutif de Rio Tinto QMM, David-Alexandre Tremblay, a mis l'accent sur la mise en œuvre d'accords avec le gouvernement, suite à la nouvelle convention d'établissement, en vigueur depuis l'année dernière, entre les deux parties pour une période de 25 ans. Entre autres, l'amélioration des retombées sur la communauté. Dans cette optique, QMM s'est engagée à verser des

contributions sociales annuelles de 4 millions de dollars, avec un taux d'augmentation de 2 % par an, sur la période d'établissement, en faveur des communautés locales et de la région d'Anosy. Par ailleurs, la compagnie a décidé d'anticiper le paiement de dividendes et de verser sa part à l'État à hauteur de 20 % dès cette année. Cette stratégie implique un décalage du remboursement de capital, un mécanisme comptable visant à assurer la stabilité des flux de trésorerie de l'État. Elle priorisera ses actionnaires vis-à-vis du retour sur investissement qui s'élève à un

milliard de dollars. David-Alexandre Tremblay a pourtant expliqué que la conjoncture économique mondiale connaît des fluctuations, notamment l'impact des taux d'intérêt sur la consommation mondiale de pigment, qui connaît une baisse, ainsi que la réduction de la demande en ilménites. Face à cette conjoncture, QMM mise sur une gestion optimale. « Notre focus, c'est d'être résilient face à cette période tumultueuse, travailler sur des coûts latents et être efficace », a-t-il avancé.

### Remboursement

Ce n'est pas tout. En cas d'éventuels blocages de la part de la population locale, causant une paralysie de la production, cette situation pourrait s'aggraver. Selon des informations supplémentaires, si la stabilité est maintenue et que la production dans les usines de la compagnie n'est pas interrompue, cela devrait permettre à la compagnie de verser les dividendes et de commencer à envisager



rapidement le remboursement des investissements. Un jour d'interruption des activités équivaut en effet à plusieurs tonnes de production perdues, ce qui pourrait également générer des coûts supplémentaires sur la chaîne logistique et le cheminement des produits.

## Parité monétaire : Les variations du dollar et de l'euro à suivre

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 FÉVRIER 2024

Une annonce prometteuse. D'ici les cent premiers jours de la seconde mandature présidentielle, le ministère de l'Économie et des Finances, MEF, entend augmenter jusqu'à 86 % le taux de rapatriement de devises. Ce qui devrait contribuer à stabiliser les variations de l'ariary au Marché interbancaire de devises, MID. Ces derniers jours, l'ariary a tenu la dragée haute à l'euro et au dollar. La monnaie européenne est descendue dans les 4 886 ariary et le dollar évoluait dans les bandes des 4 500 ariary. Ce sont des valeurs indicatives pouvant être minorées ou majorées dans les banques primaires ou sur le marché des changes au noir en plein jour. Mais elles reflètent un certain regain

de vitalité de l'économie. En attendant l'entrée des avoirs sur le MID. Selon le code des changes, « tout exportateur de marchandises et tout prestataire de services régis par le droit commun doit céder 70% de ses recettes d'exportation sur le marché des changes dès le rapatriement, sans excéder le délai de 30 jours. À l'expiration de ce délai, si l'exportateur n'a pas émis un ordre de cession, ou dans le cas d'un ordre à cours limite, si le cours proposé n'est pas atteint, les banques primaires locales ont l'obligation de céder les devises le jour ouvrable qui suit, au cours au mieux ».

## Industrialisation : Transformation de la chaîne de valeurs Lait à Moramanga

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 12 FÉVRIER 2024

**Une révolution laitière s'annonce à Ambohibary Moramanga, marquant un pas vers l'industrialisation. Ce district dispose désormais d'une machine industrielle d'une capacité de 500 litres, permettant de mettre fin aux problèmes de conservation de lait.**

50 kg de fromage par jour. C'est ce que la coopérative des éleveurs de vaches laitières vise dans l'exploitation de la nouvelle machine industrielle de transformation de lait, mise à leur disposition.



En effet, dans un élan vers l'industrialisation et la valorisation des ressources locales, la commune d'Ambohibary, district de Moramanga a inauguré une machine révolutionnaire capable de transformer le lait en divers produits laitiers

tels que le yaourt, le fromage et le lait pasteurisé. Cette machine, d'une capacité de 500 litres, marque un tournant majeur dans le district de Moramanga, où près de 2 millions de litres de lait sont produits chaque année. L'initiative s'inscrit dans le cadre du programme ODOF (One District, One Factory) visant à établir des pépinières industrielles à travers le pays. Malgré la production laitière abondante dans le district, le manque d'activités de transformation a souvent conduit à la dégradation des produits et à des pertes pour les éleveurs locaux. La nouvelle machine représente ainsi une lueur d'espoir pour ces éleveurs, qui deviendront les fournisseurs de cette industrie de transformation laitière émergente.

### Croissance

Les représentants de la coopérative en charge de l'exploitation de la machine ont annoncé travailler avec 25 éleveurs de vaches laitières pour fournir l'usine en matière première. L'objectif ambitieux de produire 50 kg de fromage par jour montre la volonté de dynamiser l'économie locale et de répondre à la demande croissante de produits laitiers de qualité. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) a souligné que la production de cette pépinière industrielle répond aux normes exigées et qu'une formation sera dispensée aux bénéficiaires pour garantir une exploitation optimale de la machine. Le ministre du Commerce et de l'Industrialisation, Edgard Razafindravahy,

a exprimé la nécessité d'une formation de qualité pour les membres de la coopérative, soulignant les enjeux importants de l'industrialisation dans le pays.

### **Industrialisation**

L'inauguration de cette pépinière industrielle à Ambohibary Moramanga a été marquée par la présence du président Andry Rajoelina, soulignant l'engagement du gouvernement à défendre les intérêts du peuple malgache. Le président a également annoncé la signature imminente d'une convention avec le gouvernement indien pour établir de nombreuses industries à Madagascar, visant à améliorer la qualité de vie des citoyens. Avec 53 machines déjà en

place sur les 75 prévues, le gouvernement a également l'intention d'étendre ces pépinières industrielles au niveau des communes, renforçant ainsi la vision de développement et d'autosuffisance prônée par l'administration actuelle. Bref, l'inauguration de cette machine de transformation laitière à Ambohibary Moramanga représente un pas significatif vers l'industrialisation et la valorisation des ressources locales à Madagascar. Cet effort conjoint entre le gouvernement, les coopératives et les éleveurs marque le début d'une nouvelle ère pour l'économie locale, tout en répondant aux besoins essentiels de la population en produits laitiers de qualité.

## **Conjoncture : Une possibilité de relance économique selon la BFM**

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 12 FÉVRIER 2024

**Les perspectives économiques sont relativement bonnes pour cette année 2024. La dernière note de conjoncture économique publiée par la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) parle notamment d'une inflation qui reste élevée mais qui décélère.**

L'institution monétaire évoque notamment de « bonnes conditions nécessaires » à la relance économique.



### **Amélioration**

Ce sont surtout les entreprises, un des éléments-clés du développement économique qui constatent cette possibilité de relance. « Sur le plan national, contrairement aux années antérieures, et selon les prévisions des dirigeants d'entreprises formelles, la reprise des activités est attendue se poursuivre sur le premier trimestre de 2024 ». Une amélioration qui serait toutefois « concentrée au niveau des grandes entreprises ». La relance pourrait par ailleurs se manifester sur le plan des relations extérieures. « Au niveau de la situation des paiements extérieurs, le commerce extérieur devrait se rétablir, notamment au niveau des exportations. Les expéditions de produits « malmenés » par les chocs récents devraient se redresser. Une hausse du volume des importations serait attendue, en ligne avec la prévision de croissance économique, mais une baisse des prix s'avère probable, suivant les estimations de la Banque mondiale. L'amélioration des arrivées touristiques se poursuivrait et induirait des externalités positives sur d'autres postes de services. Par ailleurs, les travaux d'entretien des infrastructures dans le secteur minier soutiendraient la dynamique des Investissements directs étrangers (IDE) ». Les finances publiques se présentent également sous de meilleures perspectives. « Concernant les perspectives des finances publiques, la loi de finances initiale de 2024 (LFI 2024) met l'accent sur la capitalisation des acquis et des efforts antérieurs

fortement marqués par des investissements physiques et structurels. La concrétisation aboutirait à des prévisions budgétaires de 16,0 % du PIB pour les recettes totales et de 20,6% du PIB pour les dépenses. Le taux de pression fiscale associé sera attendu à 12,3% reflétant la poursuite de la reprise de l'économie. De ce fait, le solde des OGT sera prévu déficitaire de 4,6 % du PIB en 2024, financé par les ressources extérieures nettes de 3,7 % du PIB et des ressources locales de 0,9 % du PIB ».

### **Fragile**

Cette perspective de croissance demeure toutefois fragile car liée à une situation internationale qui n'est pas encore très favorable. « L'inflation mondiale est prévue se détendre, passant d'un taux moyen annuel estimé à 6,8% en 2023 à 5,8% en 2024. Les pressions sur les prix restent toutefois élevées dans nombre de pays et toute nouvelle escalade de conflits géopolitiques risque d'entraîner une nouvelle poussée inflationniste. De manière générale, les prix des produits de base devraient encore baisser de 4,0% en 2024, en raison de la faiblesse de la croissance mondiale. L'atonie du commerce mondial des marchandises et la période difficile traversée par le secteur immobilier chinois pèseraient également sur l'énergie et les métaux industriels en 2024 ». Un léger mieux attendu, en somme, et qui hérite d'une situation pas très reluisante de l'année dernière. Notamment en ce qui concerne les échanges. En effet, du côté des exportations, les recettes des principaux produits phares ont reculé en 2023. « Les exportations de vanille ont diminué de 49,6% à la suite de la réduction de 38,8% du volume et de 17,6% du prix moyen. De même, les recettes de « girofle » se sont réduites de 9,6%, dues à la baisse de 14,7% du volume et ce, malgré la hausse de 6,0% de son prix moyen. Les exportations des « entreprises franches » se sont repliées de 5,4% du fait de la diminution de leur prix à l'international (-8,4%), le volume ayant augmenté de 3,3% sur la période. Quant aux exportations de « cobalt » et de « nickel », les manques à gagner ont été respectivement de 48,2% et de 5,8%, principalement attribuables aux baisses respectives de leurs prix à l'international de 50,4% et de 7,0%. Cependant, certains produits tels que le « minerais de titane » (+27,1%) et le « minerais de zirconium » (+8,5%) ont vu leurs recettes s'améliorer ». Quoiqu'il en soit et face aux incertitudes qui demeurent, la BFM reste attentive à l'évolution des facteurs pouvant impacter la stabilité des prix et se tient prête à intervenir et ajuster ses instruments en cas de survenance d'éléments significatifs pouvant modifier les prévisions.

## Inflation : le panier de consommation face à une hausse généralisée des prix

ARH. | LES NOUVELLES | 12 FÉVRIER 2024

**L'inflation à Madagascar a augmenté de 10,2% pour le riz, produit de consommation de base, et de 8,7% pour d'autres produits essentiels entre décembre 2022 et décembre 2023, selon la Banky foiben'i Madagasikara (BFM). L'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 7,5% sur la même période, avec une décélération observée depuis le pic de 12,4% en mars 2023 jusqu'en novembre 2023, suivi d'une reprise en décembre, attribuée à une hausse saisonnière des prix.**

L'inflation continue de peser lourdement sur le quotidien des Malgaches, avec une augmentation significative des prix des produits de première nécessité. Selon les données rapportées par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) dans sa dernière Note de conjoncture économique, « Le prix moyen du kilo de riz a grimpé de 10,2% au cours de l'année écoulée », passant d'environ 3.000 ariary à fin 2023 à des niveaux plus élevés aujourd'hui. Cette hausse impacte directement les ménages, pour qui le riz représente l'un des produits essentiels de leur alimentation. Cette augmentation des prix ne se limite pas au riz seul. En effet, les prix des autres produits de première nécessité ont également connu une augmentation, avec une hausse moyenne de 8,7%. Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées ont vu

leurs prix augmenter de 8,8%, tandis que d'autres secteurs tels que la communication, le transport et l'énergie ont également été touchés, avec des augmentations de 7,2%, 4,3% et 2,2% respectivement, selon les données de l'Institut national de la statistique (Instat).

### Augmentation de l'IPC

Par ailleurs, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 7,5% sur la même période, après avoir atteint un pic de 12,4% en mars 2023. La BFM note également une série de décélération de l'inflation jusqu'en novembre 2023, où le taux a atteint 7,2%. « Cette reprise observée en décembre est attribuée à une hausse saisonnière des prix, notamment une augmentation de 1,8% pour le riz et de 0,8% pour le panier sous-jacent », selon toujours le rapport de la BFM. Cette situation d'inflation généralisée met une pression supplémentaire sur les ménages déjà confrontés à des défis économiques et sociaux. La nécessité de trouver des moyens pour atténuer l'impact de cette hausse des prix sur les populations les plus vulnérables devient une priorité pour les autorités économiques du pays. En attendant, les Malgaches continuent de faire face à des dépenses croissantes pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.

## Amoron'i Mania: un soutien crucial pour les exploitants agricoles

ARH. | LES NOUVELLES | 12 FÉVRIER 2024

La région Amoron'i Mania bénéficie d'un soutien accru dans le secteur agricole, avec plusieurs exploitants exprimant leurs besoins d'appui. Ce cri du cœur a été entendu par le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Suzelin Rakotoarisolo, peu de temps après son accession à la tête du département ministériel. En réponse, le ministre a mobilisé ses équipes pour fournir aux producteurs les intrants nécessaires, en mettant particulièrement l'accent sur les éleveurs. L'association « Ampela Mitsinjo Soa (AMS) », comptant 12.000 femmes membres, s'est vue octroyer un don conséquent, comprenant 6.000 coquelets et 20 porcelets de qualité améliorée. De plus, une quantité de 500 kg de provende pour les porcelets et 250 kg pour les coquelets, ainsi que 400 sachets de vitamines pour ces derniers, ont été alloués. Il convient de souligner que cette année marque le quatrième anniversaire de l'association AMS, dont les membres s'investissent dans des actions

sociales réparties à travers quatre districts de la région Amoron'i Mania. « Ce soutien vise à accompagner les femmes rurales dans leur développement économique et social, tout en contribuant à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire dans la région Amoron'i Mania », explique-t-on. La cérémonie officielle de remise de ces intrants s'est déroulée le samedi 10 février, en présence du directeur général de l'Élevage, Tsiry Lezoma Andriamahatola et de ses collaborateurs, représentant le ministère de l'Agriculture et de l'élevage. L'événement a également été marqué par la présence de la ministre de la Population et de la solidarité, Haingo Elisette Fomendrazza, ainsi que des autorités régionales. Cette initiative s'inscrit dans la volonté de renforcer les deux piliers fondamentaux de la Politique Générale de l'Etat à savoir, le développement du capital humain d'une part, et la promotion de l'industrialisation et de la transformation économique d'autre part.

## Investissements : Deux géants dans la cimenterie

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 FÉVRIER 2024

**Une dynamique inédite secoue le secteur des matériaux de construction avec l'annonce de l'acquisition de Cementis Madagascar par le groupe mauricien Gamma Civic Ltd, en collaboration avec son partenaire indonésien.**

Contredisant les idées reçues sur le climat des affaires à Madagascar, Gamma Civic Ltd et son partenaire stratégique, Cemindo Gemilang d'Indonésie, ont concrétisé l'achat de Cementis Madagascar. La nouvelle entité prendra le nom d'Alpha Ciment S.A. Cette initiative, sous l'égide de la récente loi sur les investissements et la programmation industrielle,

semble démentir les appréhensions initiales. Et ce n'est que le commencement, d'autres investisseurs pourraient suivre le pas. Selon un communiqué de presse du groupe Gamma, « Investir à Madagascar fait partie de la stratégie du Groupe visant à étendre sa présence géographique dans la région et à améliorer le marché du ciment à Madagascar. » Avec l'ampleur et le poids considérables des deux entités dans le secteur du ciment dans l'océan Indien et en Indonésie, ces objectifs semblent tout à fait réalistes. Gamma Civic, coté à la bourse de Maurice, opère sur le marché des matériaux de construction à Maurice depuis 25 ans et s'est implanté

à Madagascar en 2021 via sa filiale Kolos Madagascar, commercialisant la marque Mafonja.

### Expertise technique

Quant au groupe Cemindo Gemilang, important acteur industriel indonésien, il dispose d'une expertise technique avérée avec huit usines en Indonésie et une au Vietnam, produisant annuellement 15 millions de tonnes de ciment et 10 millions de tonnes de clinker. Cette collaboration entre deux partenaires chevronnés apporte une combinaison d'expérience, de compétences techniques et de capacités financières qui devrait accélérer la mise en œuvre des projets de développement à Madagascar. La modernisation des usines de production de ciment figure en tête des priorités de Alpha Ciment S.A. Actuellement dirigée par Dominique Billon en tant que directeur général intérimaire, Vincent Blanchet prendra prochainement les rênes de l'entreprise. L'arrivée d'Alpha Ciment S.A devrait réduire considérablement les importations de ciment, estimées à



800 000 tonnes en 2023, ce qui aura un impact significatif sur la balance commerciale. L'industrialisation est à l'honneur, s'inscrivant parfaitement dans la vision du ministère de l'Industrialisation avec les petites unités industrielles du projet «One District, One Factory.» La transformation du paysage industriel semble être bel et bien en marche.

## Prix de la vanille : Le CIR soutient les efforts de Madagascar

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 FÉVRIER 2024

Unir les forces. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) aspire à une collaboration renforcée entre les pays producteurs et exportateurs pour maintenir le prix de la vanille. Hier, lors d'une réunion avec le coordinateur pays du Cadre Intégré renforcé (CIR), Paulin Zambelongo, un programme dédié à l'aide au commerce des Pays les moins avancés (PMA), et notamment à résoudre les contraintes de capacités d'offre, le ministre Edgard Razafindravahy a proposé la création d'une structure regroupant ces pays, dans le but de défendre la filière vanille.



« Nous sollicitons des instruments permettant de réguler les prix de la vanille, qui constituent un produit phare, porteur de l'économie malgache », a déclaré le ministre.

De son côté, Paulin Zambelongo s'est engagé à soutenir cette initiative et à la présenter immédiatement au comité du CIR, à Genève, afin d'appuyer Madagascar dans ses efforts pour promouvoir la vanille malgache sur les marchés internationaux. Il est à noter que le programme CIR est déjà engagé dans le soutien à la filière poivre rouge, baie rose, dans la région Bongolava.

### Intervention

Par ailleurs, les discussions autour de ce sujet se poursuivront lors de la 13e Conférence des ministres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), prévue à Abu Dhabi du 26 au 29 février 2024. Le ministre de l'Industrialisation et du Commerce Edgard Razafindravahy saisira cette opportunité pour discuter avec les autres pays producteurs de vanille de la possibilité de former un front commun pour la défense de la filière. La mission du CIR est actuellement dans le pays pour évaluer ses actions au cours des deux premières phases de son intervention. La deuxième phase prendra fin au mois de mars, et le programme entamera alors une phase transitoire en vue d'une troisième phase ou d'un nouveau programme à partir de 2025. En tout cas, le coordinateur pays du programme a réaffirmé le soutien du programme à Madagascar dans son accès au commerce international, en fournissant une assistance technique et opérationnelle adaptée.

## Développement de la desserte aérienne : Ravinala Airports et la CTM signent une convention

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 FÉVRIER 2024

C'est dans l'air. Ravinala Airports Madagascar et la Confédération du tourisme de Madagascar (CTM) ont uni leurs efforts dans une convention axée sur trois piliers essentiels : l'amélioration de la desserte internationale, l'optimisation de la desserte domestique et l'élévation des standards des services aéroportuaires. Dans un souci d'efficacité et de cohérence, la convention cherche à stimuler les échanges et les actions communes pour améliorer l'offre de transport aérien. « Cette initiative vise à stimuler

les échanges et les actions communes pour améliorer l'offre de transport aérien, en harmonie avec l'objectif de l'État d'atteindre un million de touristes d'ici 2028, une ambition tout à fait réalisable compte tenu des richesses touristiques exceptionnelles de Madagascar », souligne Lova Ratovomalala, directeur exécutif de la CTM. Dans le premier volet de cette collaboration, les deux parties prévoient des actions de lobbying auprès des compagnies aériennes et des autorités, ainsi que des initiatives de prospection et des



benchmarks dans les pays voisins. Ces démarches visent à attirer de nouvelles compagnies aériennes, à développer des marchés de niche et à favoriser les investissements croisés.

### Capacité d'accueil

Le secteur privé a déjà prouvé son savoir-faire dans ce domaine, comme en témoigne la collaboration réussie avec

le Rwanda l'année dernière. Cette fois-ci, une nouvelle opportunité se présente avec la plateforme de tourisme d'affaires de la SADC, ouvrant ainsi des perspectives prometteuses pour attirer un flux de touristes et d'opérateurs en provenance d'Afrique et de l'océan Indien. Concernant la desserte domestique, Lova Ratovomalala ajoute : « En attendant l'introduction des ATR par la compagnie Madagascar Airlines, nous proposons de laisser les opérateurs privés habilités aux vols commerciaux opérer sur la desserte domestique comme alternative. L'objectif est d'avoir une flotte aérienne domestique adéquate, avec 5 à 6 ATR en opérations». Il souligne également que le secteur du tourisme dispose déjà d'une base solide en termes d'infrastructures et de professionnels, y compris les tour-opérateurs, les agences de voyage, les loueurs de voitures, ainsi que les acteurs de l'hôtellerie et de la restauration, avec une capacité à accueillir jusqu'à 400 000 touristes. Cependant, il insiste sur l'importance d'adapter les capacités d'accueil en termes de sièges.

## Entrepreneuriat : Le parcours d'Ylias Akbaraly présenté au Harvard Business School

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 FÉVRIER 2024

Hier, lors du Harvard Business School Global Family Business Conference (GFBC), l'entrepreneur malgache Ylias Akbaraly, s'est illustré aux côtés d'autres figures emblématiques du monde des affaires. La GFBC, l'une des plus prestigieuses conférences dédiées aux entreprises familiales au monde, offre une plateforme pour discuter des défis, des opportunités et des outils nécessaires pour réussir au sein de ces entreprises.

Devant une audience de six cents étudiants, il a fait part de ses perspectives, de ses conseils, et bien évidemment de son parcours, marqué par la transformation d'une entreprise familiale en l'un des groupes les plus prospères de Madagascar et de l'océan Indien. Actuellement à la tête de Redland, une holding regroupant des entreprises telles que Thomson Broadcast, GatesAir et le Groupe Sipromad, Akbaraly a su mener des acquisitions stratégiques, notamment Thomson Broadcast en France en août 2018 et GatesAir aux États-Unis en août 2022. De plus, avec l'inauguration d'une nouvelle usine de recyclage de papiers

à Madagascar en 2021, Redland s'est affirmé comme un groupe d'envergure internationale, présent dans divers secteurs à travers le monde. Cette année, Imran Akbaraly, son fils achèvera son Master of Business and Arts (MBA) à la Harvard Business School, après deux années d'études auprès de l'école.



## Madagascar – Égypte : Mise en œuvre d'un projet de culture de dattes dans le Sud

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 13 FÉVRIER 2024

**La coopération entre Madagascar et la République Arabe d'Égypte ne cesse de se renforcer au fil des années, notamment dans le domaine du développement du secteur agricole.**

Dans le cadre de la continuité de l'Etat, l'ambassadrice de la République Arabe d'Égypte SEMme Rabab Said Abdou Abdelhadi a effectué récemment une visite de courtoisie auprès du ministre en charge de l'Agriculture et de l'Élevage, Suzelin Ratohiarijaona. L'objectif consiste à renouveler l'engagement des deux parties à renforcer cette coopération bilatérale. La poursuite de la mise en œuvre

des protocoles d'accords signés auparavant ainsi que les futures collaborations dans le domaine du secteur agricole, étaient ainsi au centre de leurs discussions. Parmi lesquels, on peut citer entre autres, le transfert des technologies modernes et les expériences égyptiennes pour développer l'agriculture, notamment dans le sud de Madagascar à travers la bonne gestion de l'irrigation. Le projet est entrepris en collaboration avec le Programme alimentaire mondial. Ce qui permettra d'accroître la production agricole grâce à une meilleure irrigation. Dans la même foulée, le secteur de l'élevage en bénéficie également étant donné

que les bétails peuvent profiter du forage d'eau prévu pour l'irrigation des cultures.



### Expérimentation sur une superficie de 10 ha

En outre, un mémorandum d'entente a été signé entre la partie malgache et la partie égyptienne en vue de faciliter l'accès des paysans aux intrants agricoles tels que les semences et les engrais. Toujours dans le cadre du

partenariat avec le PAM, des experts égyptiens conduisent actuellement des expériences sur le terrain en mettant en œuvre le projet de culture de dattes dans le Sud de la Grande île. Un terrain étalé sur une superficie de 10ha est alloué pour la réalisation de cette expérimentation. La faisabilité de ce projet est démontrée étant donné que les conditions climatiques et la qualité des sols dans cette partie de l'île sont propices à la culture des dattes. C'est ce qu'on a appris à l'issue de la rencontre entre les deux parties. L'objectif global vise à contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire qui sévit encore dans la partie Sud de Madagascar. En effet, d'aucuns reconnaissent les vertus de ce fruit introduit dans le pays pour la santé publique.

### Usines de production d'engrais

Par ailleurs, il a été souligné que des investisseurs et des membres du secteur privé en provenance de la République Arabe d'Égypte ont manifesté leur intérêt à mettre en place des usines de production d'engrais à Madagascar. Ces unités de production d'engrais seront gérées par des entreprises égyptiennes, a-t-on conclu.

## Echanges commerciaux : baisse significative des recettes d'exportation

ARH. | LES NOUVELLES | 13 FÉVRIER 2024

**Les recettes d'exportation, principalement pour les produits phares, ont considérablement baissé pour l'ensemble de l'année 2023, selon les dernières données sur les exportations de Madagascar. Comme le rapporte la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) dans sa dernière Note de conjoncture économique, plusieurs secteurs clés ont été affectés par cette tendance à la baisse.**

Les exportations de vanille en 2023, l'un des produits emblématiques du pays, ont chuté de manière drastique, enregistrant une diminution de 49,6%. A en croire la Note de conjoncture économique de la BFM, «cette baisse est le résultat combiné d'une réduction de 38,8% du volume exporté et d'une baisse de 17,6% du prix moyen». De même, les recettes provenant de l'exportation de girofle ont diminué de 9,6%, principalement «en raison d'une baisse de 14,7% du volume exporté, malgré une légère hausse de 6,0% du prix moyen». Les exportations des entreprises franches, un moteur majeur des exportations malgaches, ont également connu un recul de 5,4% l'an passé. Cette baisse est attribuée à la «diminution des prix à l'international (-8,4%), bien que le volume ait enregistré une légère augmentation de 3,3% sur la période», selon toujours la BFM. La situation n'est pas non plus favorable pour les exportations de cobalt et de nickel, qui ont connu des baisses respectives de 48,2% et de 5,8% des recettes. Ces diminutions sont principalement

dues à «des baisses significatives des prix sur le marché international, avec des baisses de 50,4% pour le cobalt et de 7,0% pour le nickel». Cependant, toutes les nouvelles ne sont pas sombres. Certains produits ont enregistré une amélioration des recettes d'exportation. Par exemple, les recettes provenant du minerai de titane ont augmenté de 27,1%, tandis que celles du minerai de zirconium ont augmenté de 8,5%.

### Quid de la santé économique ?

Cette tendance à la baisse des recettes d'exportation soulève des préoccupations quant à la santé économique globale de Madagascar. Ces données soulignent les défis auxquels est confrontée l'économie malgache, avec des fluctuations importantes dans les recettes d'exportation de ses principaux produits. Les autorités économiques pourraient être amenées à prendre des mesures pour atténuer ces effets et diversifier davantage les sources de revenus du pays, afin de garantir sa stabilité économique à long terme. En outre, des initiatives visant à améliorer la compétitivité des produits malgaches sur le marché international pourraient également être nécessaires pour stimuler la croissance économique à long terme. Bien que Madagascar fasse face à des défis dans son secteur d'exportation, il existe des opportunités pour diversifier et renforcer son économie afin de garantir une croissance stable et durable dans les années à venir.

## Ariary : Statu quo au Marché interbancaire de devises

ERIC RANJALAHY. | L'EXPPRESS DE MADAGASCAR | 14 FÉVRIER 2024

Presque inchangées. Les valeurs de l'euro et du dollar d'avant-hier ont été les mêmes qu'hier au Marché interbancaire de devises, MID. Faudra-t-il s'en féliciter ? Un ariary faible, a contrario, rendra les produits made in Madagascar plus compétitifs à l'exportation. Cela sera aussi une aubaine pour les touristes venus en basse saison. Pour un budget de 1000 euros, par exemple, ceux qui viennent au moment où l'ariary perd ses valeurs, gagneront beaucoup

aux changes. Une précision s'impose. Le MID n'a aucune vocation d'un marché boursier. Comme celui de Paris, de Francfort ou de Tokyo. Ceux-là évaluent les cotations des actions des entreprises. Avec les indices connus CAC 40, Dax et Nikkei. Madagascar a prévu d'instaurer son marché des capitaux. Mais ces bonnes intentions restent pour le moment dans les limbes.

## Secteur du tourisme : Plus de 534 millions d'euros de recettes enregistrées en 2023

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 14 FÉVRIER 2024

**Le tourisme se trouve à la 3e place en matière de secteur pourvoyeur de devises à la nation après l'exportation de nickel et de cobalt ainsi que les zones franches.**

« À la suite des arrivées touristiques recensées l'an dernier, soit 259 850 personnes, les recettes enregistrées se chiffrent à plus de 534 millions d'euros ».



Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat Joël Randriamandranto, l'a annoncé lors d'une conférence de presse hier dans ses locaux à Tsimbazaza. « Nous avons révisé les statistiques en ne comptabilisant que les voyageurs internationaux qui ont fait une demande de visa d'entrée à Madagascar et en incluant la diaspora malgache qui vient dans le pays pour faire du tourisme. Ce chiffre se rapproche sensiblement du niveau de 2019, qui a été l'année la plus performante avec, à peu près, 306 000 vrais touristes enregistrés. Il y a eu une hausse du nombre de voyageurs venant de l'Europe de l'Est, atteignant 20 000 touristes l'an dernier contre 6 000 touristes en 2019», a-t-il ajouté. Outre la promotion de la destination via une vingtaine de magazines internationaux, au moins 200 tours opérateurs émetteurs étaient en éductours à Madagascar pour s'engager à la vendre sur le marché international. 800 opérateurs inscrits. Dans la foulée, la capacité d'accueil de la Grande île ne cesse de s'améliorer puisque 263 établissements d'hébergement et de restauration ont obtenu leur autorisation d'ouverture l'an dernier sans compter les 92 licences délivrées aux acteurs œuvrant dans le secteur. « Le ministère milite également pour la bonne gouvernance de ce secteur pourvoyeur de devises en mettant en place

une plateforme d'auto-recensement de tous les acteurs. Près de 800 opérateurs s'y sont inscrits actuellement. Ce sont des loueurs de voiture, des restaurateurs, des hôteliers, des guides, des tours opérateurs, des agences de voyage et bien d'autres prestataires touristiques », a fait savoir le ministre de tutelle. Pour le secteur artisanat, plus de 31,9 millions d'euros de recettes ont été enregistrées l'an dernier avec 3 376 certificats faits-mains délivrés. Parlant de ses perspectives pour 2024, « Nous allons inviter 500 tours opérateurs émetteurs à venir à Madagascar dans le cadre des éductours. Ils participeront à la 10e édition de l'International Tourism Fair qui va coïncider avec la 1ère édition de l'International Handicraft Fair-Madagascar du 20 au 23 juin 2024 au CCI Ivato. Ce sera un grand challenge facilitant les débouchés des produits artisanaux d'autant plus que les exposants seront des vrais artisans », a-t-il enchaîné.

### 13 projets à réaliser.

Par ailleurs, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Joël Randriamandranto, a livré les 13 projets qu'il s'engage à réaliser dans 100 jours. Il explique : « Nous allons sensibiliser 300 jeunes lycéens sur les métiers du tourisme car c'est également un secteur pourvoyeur d'emplois. Au moins 4 000 agents du tourisme seront formés en langues anglaise et française et de métiers de guide avec le projet PIC. Une cartographie sur les matières premières utilisées par les artisans sera établie au moins pour trois filières porteuses tout en effectuant le classement des produits artisanaux les plus exportés avec leurs quantités respectives. En outre, des cartes professionnelles seront distribuées aux 1 000 artisans formels. Toujours au profit de l'artisanat, une centrale d'achat sera mise en place en commençant par les cornes de zébus. Ce sera géré par un secteur privé suite au lancement d'un appel à manifestation d'intérêt. Les besoins mensuels ou annuels des artisans seront également identifiés afin de constituer les stocks de matières premières au niveau de cette centrale d'achat. Ce n'est pas tout ! L'Etat va mettre en place une cité des Métiers à Ivato. Il s'agit d'un centre commercial dédié aux artisans. L'opérateur, chargé de la construction de cette infrastructure, sera connu dans les 100 jours. La formation en design et qualité des artisans figure également parmi nos priorités », a conclu le ministre de tutelle.

## Transport aérien : Plus de un million de passagers transportés à Madagascar en 2023

| 24/24.MG | 14 FÉVRIER 2024

En croissance. 1,121 million de passagers avaient été transportés par voie aérienne à Madagascar en 2023. Ce nombre était constitué de 788 389 passagers transportés via le réseau international et 333 317 autres sur le réseau intérieur, d'après les données fournies par l'Aviation civile malgache (ACM). Ce nombre de passagers transportés en 2023 devrait être supérieur à celui de l'exercice 2022, à se référer aux revues mensuelles du trafic aérien publiées par l'ACM l'année dernière. Une hausse de 42% avait par exemple été pour le moins de juin 2023 comparé au niveau du trafic passager au mois de juin de l'année 2022. Le trafic

passager au mois de septembre 2023 avait gagné 59 points par rapport à septembre 2022. Dernièrement, l'ACM avait noté une évolution de 7% de ce trafic au mois de décembre de l'année dernière et le même mois de l'année précédente. L'Aviation civile de Madagascar rapporte par ailleurs 13 941 tonnes de fret transportés par voie aérienne l'année dernière. Ceux transportés via le réseau international totalisaient 13 448 tonnes s'ils étaient 492 tonnes à être transportés à travers me réseau intérieur. Pour le mois de décembre 2023, l'ACM rapporte plus de 1 100 tonnes de fret transportés

# Inde – Madagascar : À l'heure d'une coopération approfondie

GARRY FABRICE RANAIVOSON. | L'EXPPRESS DE MADAGASCAR | 15 FÉVRIER 2024

**En marge du Sommet mondial des gouvernements, Andry Rajoelina a rencontré le Premier ministre indien, Narendra Modi. Un entretien au sommet qui devrait mettre un coup d'accélérateur à la coopération bilatérale entre les deux pays.**

Une rencontre au sommet. Cela fait quelques décennies qu'un président de la République malgache et un chef de l'Exécutif indien, à savoir son Premier ministre, n'ont pas eu un tête-à-tête. La scène s'est jouée, hier, à Dubaï, en marge de la 11e édition du Sommet mondial des gouvernements.



Hier donc, Andry Rajoelina, président de la République, a eu une rencontre bilatérale avec Narendra Modi, Premier ministre indien. Une entrevue d'un peu plus de trente minutes durant laquelle les deux personnalités ont passé en revue les possibilités pour renforcer la coopération et le soutien mutuel entre Madagascar et l'Inde. Les deux pays entretiennent des relations bilatérales depuis plusieurs années. Cependant, comme il a été souligné, hier, le champ des possibilités dans cette coopération reste vaste. Aussi, la rencontre d'hier, entre l'homme fort de la Grande île et celui de l'Inde devrait-elle déboucher sur une meilleure diversification de la coopération entre les deux pays, mais aussi, un renforcement de celle-ci. Pour souligner ce dernier point, le Premier ministre Modi a invité Andry Rajoelina à effectuer une visite d'État en Inde. Ce sera également une première depuis plus de quarante ans. La dernière fois qu'un Président malgache a effectué pareil déplacement en Inde était en 1981. "Sur le plan diplomatique, cette invitation pour une visite d'État démontre la solidité des liens entre Madagascar et l'Inde", souligne Rafaravavitafika Rasata, ministre des Affaires étrangères, à l'issue de la rencontre. Elle ajoute d'autant plus que les invitations pour une visite d'État en Inde, par le Premier ministre Modi, ne se font que s'il y a un lien fort entre les deux pays, ou que des intérêts communs majeurs sont en jeu.

## **Partage de connaissance**

D'ici là, Andry Rajoelina et Narendra Modi ont abordé des domaines où le renforcement de la collaboration entre l'Inde et Madagascar peut déjà être amorcé. C'est le cas de l'agriculture. Bien que Madagascar produise 4 millions de tonnes de riz par an, il reste un gap de 500 000 tonnes à combler par l'importation, concède le locataire d'Iavoloha. Ainsi, la possibilité pour l'Inde d'augmenter le quota de

riz à exporter vers Madagascar a été abordée, hier. Pour l'heure, une cargaison de 50 000 tonnes de riz indien est déjà en route pour la Grande île. Au-delà des importations, c'est d'une collaboration pour booster le rendement agricole malgache, notamment, de riz qui a été largement discutée durant cette rencontre bilatérale. Un soutien à la quête de l'autosuffisance alimentaire de Madagascar. Le Premier ministre Modi a fait part de la disposition de l'Inde à fournir des appuis scientifiques et techniques à cet effet. Un partage de connaissance et de savoir-faire dans la culture de riz brun ou noir, par exemple. Deux variétés de riz particulièrement nutritives qui peuvent apporter beaucoup dans la lutte contre la malnutrition. Il y a aussi la technique de culture du riz qui permet d'économiser l'eau. Ce processus peut se faire dans deux sens. Soit par l'envoi d'experts et formateurs indiens. Soit par le déplacement en Inde de chercheurs ou étudiants malgaches. Un soutien indien en matière d'industrialisation a, aussi, été discuté par Andry Rajoelina et Narendra Modi, hier. Le président de la République a réaffirmé que l'objectif de l'État "est de produire localement tout ce dont la population a besoin". Un but au niveau national, mais qui se décline jusqu'au niveau des districts, et même des communes avec le projet "One district, one factory", et le "Taninketsa indostrialy". La possibilité d'un appui de l'Inde pour accélérer l'implantation d'unités industrielles dans chaque district est ainsi envisagée. Pareillement, dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. Le Premier ministre Modi souligne, justement, l'expertise indienne en matière de production de médicaments génériques, mais aussi dans la médecine traditionnelle. Pour sa part, la Grande île qui dispose déjà de l'usine Pharmalagasy, souhaite un partenariat pour renforcer la production de médicaments localement, afin d'en vendre à un prix accessible à la population. Narendra Modi a, du reste, fait part de la disposition de son pays de soutenir Madagascar dans sa démarche de transformation numérique. "En ce qui concerne l'infrastructure numérique et publique, l'Inde est un leader dans le monde. Cela nous a permis d'améliorer le niveau de vie de la population et aussi d'améliorer la gouvernance. Donc nous pouvons vous aider dans ce domaine", a-t-il déclaré. Un appui qui concerne aussi le secteur de la défense et de la sécurité maritime, dans le cadre de la vision SAGAR "Security and growth for all in the region".

## **De nouveaux avions pour le 26 juin**

Durant la rencontre entre le président Rajoelina et le Premier ministre Modi, hier, l'octroi à Madagascar, d'une ligne de crédit de 100 millions de dollars, par Exim Bank Inde a été évoqué. Une partie de cette somme, selon les explications sera affectée au renforcement de l'équipement de l'armée. Ceci, dans l'optique de renforcer la défense et la sécurisation des côtes et du territoire maritime de la Grande île. L'achat de nouveaux avions, probablement des avions Dornier, a été soulevé. Le chef de l'État et le Premier ministre indien se sont convenus que ces nouveaux avions seraient présentés durant la cérémonie de la fête nationale, le 26 juin prochain, si tout se passe bien.

## Inclusion financière : La Nouvelle institution de microfinance ouvre son capital

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 FÉVRIER 2024

L'opération a commencé le 8 janvier dernier. Mais elle a été annoncée hier par Tovonanahary Rabetsitonta, président du Conseil d'administration de la Nouvelle institution de microfinance ou NIM, à l'immeuble Arboretum d'Ankorondrano. « Cette initiative représente une chance unique pour le public de devenir actionnaire de la NIM SA. Les souscriptions commencent avec un lot de dix actions valant de MGA 200 millions pour les personnes physiques et à partir de 35 millions MGA - MGA 4 milliards pour les entités morales, permettant ainsi à toutes les couches sociales de la population de participer à cette opportunité d'investissement » soutient Tovonanahary Rabetsitonta dans ses explications.

### Le directeur général

de la NIM SA, Harizaka Rakoto, rassure pour dissiper les éventuelles réticences à adhérer à cette démarche que « en une année et demi de sa légalisation par la Commission

de supervision bancaire et financière, CSBF, la NIM SA a pu ouvrir 21 agences dans 17 régions. Elle a pu servir 16 000 clients avec l'octroi de 5 milliards d'ariary de crédit, en collectant 9 milliards de dépôts. Cette ouverture de capital, visant à atteindre 10 milliards d'ariary, devant prendre fin le 30 juin va permettre à la NIM SA d'élargir l'éventail de ses offres financières ». Cette entité financière compte aujourd'hui quatre membres au sein de son Conseil d'administration. Mais son statut l'autorise à en avoir douze. Par cette recapitalisation « démocratique », elle entend offrir six sièges pour les personnes morales et deux aux petits porteurs. Par la faiblesse du taux de bancarisation du pays, 12% de la population a accès aux services financiers, les dirigeants de la NIM SA considèrent les autres acteurs plutôt comme des partenaires que des concurrents. « Le marché a une marge de progression comme quoi tout le monde pourra y trouver son compte » conclut Harizaka Rakoto.

## Commerce extérieur : Appui du CIR pour défendre le prix de la vanille sur le marché international

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 15 FÉVRIER 2024

**Le Programme CIR (Cadre Intégré Renforcé) accompagnera Madagascar dans les négociations et lobbyings pour défendre le prix de la vanille sur le marché international. La Grande île pourra également bénéficier d'appuis spéciaux dédiés aux PMA (Pays moins avancés).**

Il faut que le prix de la vanille soit maintenu à un bon niveau, pour défendre l'intérêt des exportateurs et des pays producteurs. C'est ce qu'a martelé le ministre de l'Industrialisation et du Commerce Edgard Razafindravahy, face aux acteurs nationaux et internationaux opérant dans cette filière. C'est à l'issue de cette idée que certains pays producteurs se sont rassemblés au sein d'une organisation internationale. En effet, ces pays comptent sur le programme CIR, pour militer avec eux, afin de maintenir le prix de la vanille à un niveau assez élevé pour l'intérêt des producteurs. À noter que ce Programme a déjà apporté son appui dans les négociations pour l'exportation avantageuse de baies roses produites dans la région du Bongolava. Lundi dernier, le ministre a encore convaincu le coordinateur national du programme CIR pour Madagascar, Paulin Zambelongo qui vient de Genève, pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie visant à mettre en valeur la vanille sur le marché international.

### Main dans la main

« Nous souhaitons qu'il y ait un instrument spécial pour la coordination et la régulation du prix de la vanille, qui est l'un des produits phares de l'économie malgache », a soutenu le ministre Edgard Razafindravahy, lors de sa rencontre avec le représentant du programme CIR, à Ambohidahy. Pour sa part, Paulin Zambelongo n'a pas hésité et a annoncé qu'il soumettra cette demande au niveau du Comité de pilotage du CIR, afin de promouvoir la vanille de Madagascar sur le marché international. Par ailleurs, les grands acteurs de la production de vanille de Madagascar, d'Ouganda et de Nouvelle Papouasie se retrouveront du 26 au 29 février prochains à Abu Dhabi, à l'occasion de la 13e Conférence ministérielle de l'OMC (Organisation Mondiale



du Commerce). Le ministre malgache de l'Industrialisation et du Commerce profitera de l'occasion pour discuter avec les représentants des pays producteurs sur les intérêts communs et les actions à entreprendre à travers une organisation ayant un poids significatif au niveau mondial.

### Poursuite du programme

À noter que les responsables du programme CIR au niveau du MIC (Ministère de l'Industrialisation et du Commerce), Isidore Razanakoto et Solohery Randrianarison, ont également assisté à la rencontre de lundi dernier. D'après eux, un rapport d'évaluation des réalisations du CIR, dans ses deux premières phases, sera établi. C'est d'ailleurs l'une des raisons de la visite du coordonnateur national du Programme dans la Grande île. Selon les informations, la deuxième phase du programme sera clôturée à la fin du mois de mars 2024 et une phase intermédiaire est déjà en vue afin de définir s'il y aura une troisième phase, ou si un tout nouveau programme sera lancé en 2025, pour poursuivre les réalisations du CIR. Dans tous les cas, Paulin Zambelongo a martelé que le programme CIR reste disposé à soutenir Madagascar, au niveau international. Il a évoqué que l'organisation pourra examiner les domaines d'intervention possible à Madagascar, pour mettre en œuvre les appuis spéciaux pour les PMA (pays moins avancés).

# Madagascar-Banque mondiale : Un nouveau cadre de partenariat multisectoriel

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 15 FÉVRIER 2024

**Le début du mois de février a été, notamment marqué par une mission de la Banque mondiale qui a rencontré les autorités malgaches pour discuter des relations entre les deux entités. Une occasion, notamment pour les deux parties d'évoquer les perspectives d'appui pour le développement de Madagascar.**

La Banque mondiale, rappelons-le, a approuvé un nouveau Cadre de Partenariat Pays (CPF) pour Madagascar pour la période 2023-2027 afin de soutenir les efforts du pays en faveur d'une croissance inclusive et résiliente.

## Continuité

Il s'agit d'une stratégie dont la mise en œuvre est assurée par les organisations membres du Groupe de la Banque mondiale, qui comprennent la Banque mondiale, l'IFC qui se concentre sur le secteur privé dans les marchés émergents, et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), qui offre une assurance contre le risque politique et des garanties de rehaussement de crédit. Preuve de la continuité de l'engagement à long terme du Groupe de la Banque mondiale envers Madagascar, cette nouvelle stratégie de partenariat, est censée « aider davantage le pays à accroître sa croissance à long terme en développant le capital humain et les actifs physiques tout en renforçant la résilience aux chocs afin de sortir le pays du piège de la pauvreté ». Selon la Banque mondiale, Madagascar doit accroître les opportunités économiques afin de créer des emplois et d'augmenter les revenus. Le nouveau CPF soutiendra les efforts déployés par Madagascar pour atteindre cet objectif. « Pour atteindre ces objectifs qui sont d'ailleurs alignés avec les trois piliers du PGE, l'appui de la Banque mondiale se concentrera, notamment sur le développement des chaînes de valeurs sélectionnées. La série de projets des pôles de croissance intégrés apportera un soutien direct à des secteurs-clés, en l'occurrence le tourisme, l'agro-industrie et le numérique, à fort potentiel de croissance et de création d'emplois, tout en fournissant une plateforme pour soutenir le dialogue politique et l'amélioration du climat d'investissement ».

## Secteur privé

Ces secteurs à forte potentialité économique bénéficieront également des investissements et de l'assistance technique de l'IFC et tireront davantage parti du secteur privé pour renforcer la croissance durable. En effet, « l'IFC soutiendra le redressement post-Covid19 et la mise à l'échelle de certaines chaînes de valeur, en mettant l'accent sur l'agriculture et l'agro-industrie, particulièrement, la vanille, le bétail, l'industrie légère ; le textile, et des efforts complémentaires



pour permettre la mise en place de services financiers et d'infrastructures de crédit, ainsi que pour soutenir les opportunités d'investissement qui favorisent une plus grande intégration intra-régionale et le commerce Sud-Sud. L'IFC soutiendra également les institutions de microfinance pour améliorer l'accès aux services financiers numériques, notamment par le biais de services d'argent mobile, afin d'approfondir l'inclusion financière et de soutenir l'activité économique ». La MIGA quant à elle, s'efforcera de « tirer parti de ses garanties contre les risques politiques pour mobiliser l'investissement privé étranger en faveur d'une reprise post-pandémique verte, résiliente et inclusive, en se concentrant sur les secteurs à fort impact potentiel sur le développement (par exemple, le tourisme, l'agro-industrie) et sur les projets ayant des effets bénéfiques sur le climat ».

## Infrastructure numérique

L'économie numérique sera également au centre des appuis de la du Groupe de la Banque mondiale. « Le GBM continuera d'aider le gouvernement à mettre en œuvre des réformes sectorielles profondes et accélérées en vue de la libéralisation de l'infrastructure numérique, d'une réglementation indépendante et efficace du secteur et de la participation du secteur privé. Le GBM encourage également le développement d'un écosystème émergent de start-ups numériques en soutenant l'incubation de nouvelles entreprises numériques et en renforçant les capacités des parties prenantes comme les incubateurs, les accélérateurs, et les universités. L'IFC et la MIGA s'efforceront de soutenir une plus grande participation du secteur privé dans d'autres segments du secteur des télécommunications comme les fournisseurs de services Internet basés sur des installations ». Ces appuis multisectoriels de la Banque mondiale auront, dans tous les cas, des impacts positifs palpables sur le développement de Madagascar.

# Taux d'inflation: une baisse de 7 à 7,6% prévue pour 2024

ANTSA R. | LES NOUVELLES | 15 FÉVRIER 2024

« Une baisse de 7 à 7,6% du taux d'inflation est prévue pour l'année 2024 », selon le directeur général de l'Institut national de la statistique (Instat), Tarzan Ndremitsara. Une perspective positive annoncée à l'occasion d'une rencontre entre le directeur général de l'Instat et la presse à l'hôtel Menabe'L Antsirabe, mardi. Ces estimations sont basées sur une étude de l'évolution du taux d'inflation durant les dernières années. En 2023, le taux d'inflation était assez

élevé, atteignant 9,9%. « C'est un impact de la subite montée du prix du carburant à hauteur de 40% en juillet 2022 », explique le directeur général de l'Instat. En mars 2023, le taux d'inflation a atteint un pic de 12%, pour ensuite s'abaisser au fur et à mesure. « Dans ce contexte, on parle de ralentissement de l'inflation », indique Tarzan Ndremitsara. Le taux d'inflation est revenu à un niveau normal à partir du mois d'octobre 2023, de l'ordre de 7,6%.

La descente a continué et atteint 7,16% en novembre. « On avait attendu une augmentation pour le mois de décembre mais le taux restait presque statique », affirme le directeur général de l'Instat, tout en soulignant ! « le taux d'inflation commence à revenir à la normale, ce qui nous amène à donner cette estimation d'une baisse de 7 à 7,6% pour l'année 2024 ».

#### Des mesures à prendre

Pour atteindre les taux annoncés, des mesures d'accompagnement sont à appliquer. Il y a déjà eu le mécanisme d'ajustement du prix à la pompe du carburant, « une bonne prise de décision qu'il faudrait continuer », confie le directeur général de l'Instat. De l'autre côté, « une politique de la Banque centrale est d'augmenter le taux marginal car il faudrait augmenter les taux d'intérêt », rajoute-t-il. Par ailleurs, la promotion de la production locale, la consommation et l'exportation des mines sont les secteurs clés pour parvenir à réduire le taux d'inflation, selon toujours Tarzan Ndremitsara. A ce sujet, « il faut contrôler les richesses minières pour qu'on puisse exporter des minerais », a-t-il signifié, soulignant également qu'il faudrait se focaliser sur la filière aurifère, surtout la

transformation en or monétaire pour plus de stabilité. « Cela permettra d'augmenter les devises et aura un impact sur notre valeur monétaire (...), et il faut promouvoir le secteur formel en appliquant le code minier ». Il a par ailleurs souligné l'importance de rapatriement de devises. « L'appui aux agriculteurs comme la distribution des semences et des engrais, est également une bonne initiative afin de réduire les importations », a terminé Tarzan Ndremitsara.



## Échanges commerciaux : La Grande-Bretagne soutient Madagascar

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 FÉVRIER 2024

### La Grande-Bretagne promeut le commerce avec Madagascar via le programme DCTS, soutenant ainsi l'essor économique malgache.

Madagascar accueille favorablement le programme DCTS (Developing Countries Trading Scheme), initié par le Royaume-Uni, visant à faciliter les échanges commerciaux.



« Madagascar pourra exporter vers le marché britannique sans droits de douane, conformément aux accords définis dans le cadre du DCTS », a déclaré l'ambassadeur britannique, David William Ashley, lors de sa rencontre avec le ministre de l'Industrialisation et du Commerce,

Edgard Razafindravahy, à Ambohidahy, hier. Il a souligné l'importance de la conclusion de l'Accord de partenariat économique intérimaire pour Madagascar, mettant en avant les avantages économiques et commerciaux que cela représente. De son côté, le ministre de l'Industrialisation et du Commerce a mis en lumière les initiatives gouvernementales visant à améliorer le climat des affaires à Madagascar. « Nous avons déployé des efforts considérables et mis en place des politiques visant à stimuler l'investissement à Madagascar. Le soutien des partenaires internationaux est précieux pour le développement de l'industrie malgache, notamment pour l'identification des développeurs de projets et des investisseurs », a souligné le ministre Razafindravahy. Par ailleurs, il a également rappelé l'importance de préserver la qualité et la réputation de la vanille, produit phare des exportations malgaches. « Nous aspirons à ce que la vanille malgache soit intégrée au marché boursier de Londres, assurant ainsi une stabilité à son prix », a-t-il ajouté, une sollicitation à laquelle le diplomate a été favorable. En outre, l'ambassadeur David William Ashley a également annoncé qu'une journée d'échanges avec les investisseurs intéressés par les affaires à Madagascar sera organisée le 25 mars prochain, leur offrant ainsi une opportunité de découvrir les potentialités économiques locales.

## Mines : Le prix du nickel et du cobalt plonge

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 FÉVRIER 2024

Les temps sont durs pour Ambatovy. Depuis janvier 2023, le prix du nickel et du cobalt n'a cessé de dégringoler sur le marché international. De 35 000 dollars la tonne il est passé à 16.000 dollars aujourd'hui. Une situation intenable pour les industries minières. « Nous sommes en régime de survie » devait déclarer Philippe Beaulne vice-président d'Ambatovy au cours d'un entretien. Vingt sociétés minières ont déjà fermé leurs portes depuis un an. Cette baisse est due à un contexte international incertain ainsi qu'à une augmentation de l'offre de nickel avec l'arrivée sur le

marché de nouveaux projets. Ambatovy a dû prendre des mesures pour préserver la continuité de l'entreprise. Des réductions de coût ont dû être opérées alors qu'un certain nombre de projets d'investissement ont été reportés affectant des entreprises sous-traitantes. Pour le moment l'entreprise tient le coup comme en 2015 quand les cours ont chuté jusqu'à 13.000 dollars la tonne. Il faudra attendre quelques années et une conjoncture favorable pour que les cours repartent à la hausse. Ambatovy contribue à hauteur de 30% aux recettes d'exportation.

## ODOF : Production industrielle de miel à Sambaina Manjakandriana

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 16 FÉVRIER 2024

**75 pépinières industrielles sont déjà mises en place au niveau des districts à travers Madagascar, selon le MIC. Ce département prévoit la mise en place de 100 autres pépinières, dont certaines seront instaurées au niveau des Communes.**

La mise en place de pépinières industrielles se poursuit au niveau des différents districts de Madagascar. Samedi dernier, une usine de production de miel a été inaugurée à Sambaina Manjakandriana.



D'après le MIC (Ministère de l'Industrialisation et du Commerce), le miel produit à partir de la machine attribuée dans le cadre du programme ODOF (One district One factory) offre une qualité meilleure, car le produit ne contient plus de résidus indésirables et répond aux normes sanitaires les plus exigeantes. En d'autres termes, le produit obtenu peut très bien faire face à la concurrence sur le marché du miel et des produits dérivés, tels que la cire, la bougie parfumée, les produits cosmétiques, etc. En outre, cette industrie à Sambaina Manjakandriana sera le modèle pour les pépinières industrielles productrices de miel, car

la société Iloo qui l'exploite dispose déjà d'expérience dans cette filière d'activité économique. Lors de l'inauguration, le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy a noté que la machine industrielle peut traiter jusqu'à 100 kg de produits par heure. « Les apiculteurs et les producteurs de miel locaux seront les bénéficiaires de ce projet. Nous ferons en sorte que les paysans tirent des avantages de cette pépinière industrielle », a-t-il déclaré face aux autorités locales et aux représentants des coopératives d'apiculteurs.

### Déploiement

En outre, le ministre a souligné que le projet ODOF ne se limite plus au niveau des districts, mais intervient également au niveau des Communes, pour un développement local effectif. En effet, 75 machines industrielles ont déjà été attribuées dans le cadre de ce programme. Selon le ministre, 100 autres pépinières industrielles seront mises en place, en collaboration avec le Gouvernement indien. Comme à Ambohibary Moramanga, le ministre a insisté sur le fait que ces pépinières industrielles sont mises en place au bénéfice des paysans, surtout des apiculteurs déjà en activité. « Il n'y a aucune raison de mettre en place cette usine, si cela nuit aux apiculteurs déjà en activité. Il faut que tout le monde y gagne et que cette structure apporte un développement pour chaque acteur de la chaîne de valeurs », a-t-il affirmé. A noter que les 25 communes dans le district de Manjakandriana disposent toutes de nombreux apiculteurs. Ces paysans ont exprimé leur satisfaction par rapport à la mise en place de l'usine, qui permettra certainement d'intensifier leurs activités productives. D'après eux, leurs activités doivent désormais permettre de créer de la richesse, et ne se limitent plus à assurer la survie.

## Écotourisme bleu durable : Madagascar, leader au niveau de l'Océan Indien

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 16 FÉVRIER 2024

Trois ministères ont signé l'arrêté interministériel fixant la charte à respecter par tout plaisancier et opérateur nautique exerçant des activités d'observation de la mégafaune marine à Madagascar. L'objectif commun est de promouvoir l'écotourisme bleu durable. « Observer les mammifères marins comme les baleines et les dauphins constitue une nouvelle offre permettant d'attirer les touristes à venir à Madagascar. Il s'agit d'un produit touristique à part entière nous permettant de contribuer à l'atteinte de l'objectif d'un million de touristes en 2028. Raison pour laquelle, nous adhérons à la signature de cet arrêté interministériel en vue de protéger ces mammifères marins », a évoqué le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Joël Randriamandranto.

### Protection

Quant au ministre de l'Environnement et du Développement Durable Max Fontaine, il a soulevé le rôle des baleines dans la lutte contre le changement climatique et la conservation de l'écosystème marin. Leur protection s'avère ainsi primordiale. Raison pour laquelle, « nous allons promouvoir pratiquer l'observation responsable et durable de cette mégafaune marine en sollicitant toutes les parties prenantes. Madagascar se veut d'ailleurs être leader en la matière au niveau de l'Océan Indien grâce à

l'application effective de cet arrêté interministériel », a-t-il poursuivi. De son côté, le Directeur général de l'économie bleue, Rado Rakotosoa, a fait savoir que l'écotourisme bleu durable a un aspect intersectoriel. « Des comités régionaux de l'Économie bleue et de la gouvernance des océans se chargent de la vulgarisation de ce texte réglementaire dans tout Madagascar », a-t-il précisé.

### 17 000 baleines à bosse

Il est à noter que le CETAMADA est l'initiateur de cette charte résumant le code de bonne conduite visant à garantir les observations respectueuses de ces mammifères marins dans leur habitat naturel. « Nous prévoyons 17 000 baleines à bosse qui vont passer dans les zones marines de Madagascar à compter de juin à octobre de l'année, une période de leur reproduction. On peut les observer à Sainte-Marie, Nosy-Be, Mahajanga, Toamasina, Taolagnaro et Toliara. En revanche, Nosy-Be constitue un site très privilégié grâce aux 500 requals baleines qui viennent s'y alimenter en surface entre septembre et décembre. L'île aux Parfums est également connue pour abriter des sites de ponte et de nourrissage de plusieurs espèces de tortues marines », a évoqué Anjara Saloma, la présidente de CETAMADA.

# Démocratisation de l'investissement : Une opportunité d'être actionnaire d'une entreprise pour le grand public

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 16 FÉVRIER 2024

## La Nouvelle Institution de Microfinance promeut la démocratisation de l'investissement en procédant à l'ouverture de son capital au grand public.

Il s'agit d'une initiative sans précédent. « Nous offrons une opportunité pour le grand public de devenir actionnaire d'une entreprise si c'était traditionnellement réservé à un groupe restreint de personnes. Les souscriptions commencent avec un lot de 10 actions valant 20 000 Ar l'unité, soit une valeur de 200 000 Ar pour les particuliers. Le plafond est ainsi fixé à 200 millions Ar pour ces petits porteurs. En revanche, pour les entités morales telles que les entreprises, les coopératives et les ONG, elles peuvent souscrire à partir de 35 millions Ar jusqu'à 4 milliards Ar. Ce qui permettra à toutes les classes de la population de participer à cette opportunité d'investissement », a déclaré Tovonanahary Rabetsitonta, le président du Conseil d'Administration de la Nouvelle Institution de MicroFinance (NIM) S.A, lors d'une conférence de presse tout récemment.

### Expansion rapide

Et lui de préciser que sur les 12 sièges au sein du Conseil d'administration de l'entreprise, 2 sièges sont accordés aux petits porteurs et 4 autres pour les personnes morales, qui sont les nouveaux actionnaires. La date butoir de la souscription est ainsi fixée au 31 mars 2024 moyennant le versement du quart du capital souscrit au minimum. « Depuis l'ouverture de la période de souscription, plus de 2 000 personnes ont téléchargé le bulletin de souscription tandis que 4 particuliers ont déjà libéré leurs actions en versant une partie de la valeur de leur capital souscrit sur le compte de NIM S.A, sans compter les entreprises », a fait savoir Harizaka Rakoto, le directeur général de cette institution de micro-finance. Il est à rappeler que NIM S.A a



vu le jour en juillet 2022. « Nous avons connu une expansion rapide en l'espace d'un an et demi puisque notre réseau s'étend à 21 agences réparties dans 17 régions de l'île. Nous servons plus de 16 000 clients en octroyant plus de 5 milliards Ar de crédits et en collectant plus de 9 milliards Ar en dépôts », a-t-il enchaîné.

### Retour d'investissement

Par ailleurs, « à la différence des gens qui font des placements en banque en percevant un taux d'intérêt fixe annuel, les actionnaires peuvent recevoir de dividende dont la valeur augmente suivant l'évolution de la rentabilité de l'entreprise. La valeur des actions peut également suivre ce rythme ascendant », tient à souligner le Directeur général. On entend par dividende la partie des bénéfices d'une société qui, sur décision du Conseil d'Administration, est distribuée à chaque titulaire d'une action. « Les actionnaires peuvent en même temps prendre des décisions contribuant au développement de l'entreprise. Pour NIM S.A, nous prévoyons un retour d'investissement à partir de 2025 », a-t-il conclu.